

sons depuis 20 ans et nous devons parler de contrôle des loyers. Pourquoi? A mon avis, c'est que nous n'avons pas construit pour les Canadiens à bas et moyen revenus, ni pour ceux qui ont réellement besoin d'une maison, mais pour ceux qui sont déjà bien logés et qui veulent améliorer leurs conditions de vie. Nous avons encouragé les nantis à élever les normes de leur logement, mais nous n'avons pas fait grand-chose pour les gens à bas et moyen revenus. La SCHL a parrainé d'innombrables concours de création de maisons individuelles et unifamiliales. Elle a accordé d'innombrables prix pour des créations de valeur. Mais combien de prix ont été accordés pour la création de maisons multifamiliales ou pour des maisons destinées à des groupes sociaux économiques mélangés? Selon une source digne de confiance, la SCHL n'a parrainé qu'un seul concours de ce genre. Si je me trompe, j'espère que le ministre me reprendra et me dira où se trouvent ces études.

J'ai précédemment parlé de l'habitation en Allemagne et en Scandinavie. La semaine dernière, j'étais en Israël. Je sais que le ministre y est allé également. En fait, je me trouvais dans la vieille ville de Jérusalem où, comme le ministre le sait, les maisons sont construites avec de la pierre locale. On peut voir beaucoup de choses étonnantes en Israël. La plus surprenante pour moi a sans doute été un lotissement situé au cœur même de la vieille ville et dominant le mur des lamentations et la Mosquée bleue. C'est une réalisation remarquable avec ses multiples logements, à un seul étage, séparés les uns des autres par des cours où circule l'air frais, si nécessaire sous ce climat chaud. Je n'ai vu cela dans aucune ville ici. Israël vit sous la menace constante d'une guerre. Il consacre plus de 50 p. 100 de son budget national à la défense. Pourtant, en matière d'habitation, il réalise des choses qui font honte à un pays riche comme le Canada.

● (1240)

Je voudrais soulever une autre question. La crise du logement que nous vivons ne durera pas seulement en 1975. On ne peut construire de logements convenables avec le genre de politiques cahotiques que les gouvernements canadiens suivent depuis tant d'années. Le nombre de maisons bâties au Canada n'est pas fonction des besoins des Canadiens, mais de l'attitude du gouvernement à l'égard de la situation économique. C'est ainsi que l'on décide du nombre de maisons à construire. Nous disposons de tous les matériaux nécessaires pour construire des maisons. Nous avons la main-d'œuvre qualifiée et certains de nos bâtisseurs comptent parmi les meilleurs au monde. J'ai vu le genre de logements que l'on construit en Israël et s'ils n'ont pas été conçus par M. Safdie qui a dessiné Habitat, ils l'ont sûrement été par quelques-uns de ses disciples. Nous avons tout ce que nous avons besoin pour construire de bonnes maisons. Mais nous n'en bâtissons pas parce qu'une fois l'an nous décidons du nombre de maisons à construire pour l'année suivante non pas en fonction des besoins mais en considération d'autres facteurs. Dans ces circonstances, l'industrie la plus efficace au monde ne peut fonctionner à pleine capacité.

Ce que nous devons faire, c'est planifier le logement à long terme. Il faut que le gouvernement s'engage pour une période de trois à cinq ans. Comme la représentante de Kingston et les Îles l'a dit avec tant d'éloquence, le gouvernement devrait s'asseoir avec les provinces et les municipalités et leur déclarer: «Voilà ce que nous pouvons faire pour 1975, 1976, 1977, 1978, etc. Quelles seront les superficies nécessaires? Quels seront les services requis? Quelles seront les sommes à déboursier? Quels types de logements devons-nous construire? Quelles proportions devraient

Les subsides

être attribuées aux personnes à revenu moyen et combien devraient l'être aux personnes à faible revenu?»

Voilà le genre de planification qu'il faut faire. Je ne veux pas parler d'une situation utopique ou d'un pays socialiste idéalisé. C'est le genre de planification qu'on fait non pas seulement dans les pays scandinaves, mais dans tout les pays d'Europe occidentale. C'est ce qu'on fait en Allemagne, qui a un gouvernement social démocrate. C'est aussi ce qu'on fait en Belgique, en Hollande et en France, où il n'y a pas eu de gouvernement socialiste depuis quelques années après la fin de la seconde guerre mondiale. Comme je l'ai dit, c'est le genre de planification qu'on fait en Israël. Cependant, on n'en fait pas sur le continent nord-américain, ni aux États-Unis ni au Canada.

Il y a beaucoup de choses admirables chez les Américains, comme leur énergie, leur enthousiasme et leurs connaissances techniques, par exemple. Cependant, s'il y a un pays que nous ne devrions pas suivre et que nous ne devrions pas imiter pour satisfaire nos besoins de logement, c'est bien les États-Unis. Leur libre entreprise n'est pas seulement désordonnée, elle est tout à fait dérégulée. Aucun pays possédant de telles ressources a si mal réussi dans le domaine du logement que les États-Unis.

Nous devrions charger nos planificateurs, nos architectes, nos ingénieurs et nos constructeurs d'élaborer dès maintenant des plans pour l'avenir. Ils ne devraient pas seulement planifier la construction de 200,000, 225,000, 250,000 ou même 300,000 unités par année, ce qui est un objectif inconcevable, parce que, si on les construit pour des gens qui ont déjà un logement suffisant, nous n'aurons pas seulement échoué, mais nous aurons faussé tout le but de la politique de logement du Canada.

Je terminerai comme je l'ai fait en d'autres occasions. Il semble que nous aurons un congé d'été. Pendant les mois d'été, je demande au ministre de songer sérieusement à la possibilité de réviser les programmes qu'on a appliqués jusqu'ici. Il devrait visiter certains des pays que j'ai mentionnés pour voir ce qu'on y fait. S'il se rend dans ces pays avec un esprit ouvert et qu'il examine ce qu'ils ont fait, je suis certain qu'il rejettera une bonne partie sinon la totalité de ce que lui et ses prédécesseurs ont fait jusqu'ici. Il présentera des programmes qui, au moins, commenceront à satisfaire les besoins des habitants de chaque ville du Canada. Il y a encore des Canadiens qui ont des revenus de \$3,000, \$4,000, \$5,000 et \$6,000 par année. Ils ne peuvent se permettre d'acheter ou de louer des logements convenables, même s'ils profitent de chacun des programmes que le ministre a proposés jusqu'ici. J'espère qu'il songera sérieusement à ces problèmes et qu'à notre retour à l'automne, l'orientation et la politique de logement du gouvernement à ce sujet auront été modifiées de façon significative.

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, la Chambre aborde aujourd'hui un sujet d'une extrême importance, puisqu'il s'agit de l'habitation pour nos familles canadiennes. Les crédits du ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Danson) méritent sûrement d'être étudiés très objectivement par les parlementaires, de même que l'application de toutes les lois sur l'habitation dont le ministre est responsable.

Je me refuse à croire, monsieur le président, que, dans l'application de ces lois sur l'habitation, il y a des considérations partisans par rapport à la représentation des circonscriptions du Parlement. Toutefois, en examinant la lenteur avec laquelle certains accords ont été conclus avec